

PHILIPPE BARRAUD

LE RAPPORT BERGIER

DIX ANS APRÈS:
QU'EN RESTE-T-IL?

INTRODUCTION

Pendant des décennies, des historiens réputés «critiques», mais surtout affublés d'œillères idéologiques, se sont employés à noircir et à salir l'attitude de la Suisse et des Suisses pendant la Seconde Guerre Mondiale.

Aujourd'hui, une bonne soixantaine de livres sont parus pour répondre à ce dénigrement systématique. Dépassant les barrières idéologiques, revenant aux faits, puisant à de nouvelles sources, recueillant les témoignages des acteurs de l'époque – ce que la Commission Bergier a délibérément négligé de faire – les historiens ont petit à petit rétabli la Suisse et les Suisses dans leur honneur. Dès lors, ils ont bel et bien réhabilité la Suisse et les Suisses, et le plus fameux, le plus populaire d'entre eux: le Général Henri Guisan.

Ce texte se veut un témoignage de reconnaissance à l'égard des historiens et des écrivains qui n'ont pas hésité à prendre le risque de ramer à contre-courant, de compiler des masses de documents, de répliquer aux interprétations biaisées des contempteurs de la Suisse. Et qui ont assumé cet autre risque: celui de la critique ou pire, celui du silence, cette forme de censure qu'affectionnent les médias.

Un révisionnisme orienté

La relecture réputée «critique» de l'histoire de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale, qui consiste à juger *a posteriori* le comportement de nos prédécesseurs selon des critères d'aujourd'hui, et souvent à travers une grille de lecture marxiste, a culminé dans le Rapport Bergier – 22 000 pages, 22 millions de francs. Pour aboutir à quoi? A un réquisitoire qui doit davantage à des *a priori* idéologiques qu'à un travail scientifique, comme si la conclusion avait été posée d'emblée, les travaux devant d'une manière ou d'une autre la confirmer. Et la conclusion, c'est cette phrase assassine, qui ne passe pas: les autorités suisses auraient «contribué – intentionnellement ou non – à ce que le régime national-socialiste atteigne ses objectifs.»

De nombreux livres et articles ont exploité ce filon critique, car dans certains milieux, il est politiquement correct d'utiliser l'Histoire pour mener la lutte contre la «bourgeoisie».

La charge était forte, les moyens de diffusion importants puisque certains médias influents se sont fait une spécialité de vilipender les acteurs de l'Histoire de la Suisse pendant la guerre, ouvrant toutes grandes leurs pages et leurs ondes aux historiens révisionnistes, les innombrables clones du prof. Hans-Ulrich Jost en particulier. Celui-ci est connu pour être le détracteur quasi officiel du Général Guisan, en qui il voit un représentant du «totalitarisme suisse» (!). Le plus désolant est que cet historien d'extrême-gauche est devenu l'interlocuteur obligatoire, sinon unique, des journalistes romands depuis... une quarantaine d'années. Et qu'il a formé de nombreux historiens à l'Université de Lausanne, qui ne sont guère critiques à l'égard de leur mentor. Un exemple significatif: le livre «Tell Me»¹, du jeune historien Dominique Dirlwanger, qui prétend raconter la Suisse «autrement», consacre 19 pages à la grève générale de 1918, mais seulement... 31 lignes, dont 9 désobligeantes, au Général Guisan!

Guisan au cœur de la cible

La commémoration du 50^e anniversaire de la mort du Général Guisan, en avril 2011, a donné lieu à des célébrations émouvantes et dignes. Elles ne pouvaient évidemment pas aller sans quelques

coups bas colatéraux: Guisan est un mythe trop vivace, trop ancré dans la mémoire collective pour qu'on s'en prive. C'est ainsi que *L'Hebdo*, relayant la démarche d'historiens estampillés «critiques» a entrepris de «casser le mythe», pour faire «jaillir la vérité» et «faire un indispensable travail de mémoire».

Un travail de mémoire se justifie pour faire venir au jour une réalité cachée inavouable, en particulier des crimes contre l'humanité, et qu'on a toujours niés. Appliquer les mêmes critères à l'histoire suisse pendant la II^e Guerre mondiale n'a guère de sens, dans la mesure où il n'y a rien de volontairement caché ou d'inavouable dans celle-ci. Bien sûr, et les travaux des historiens au cours des décennies passées ont apporté un éclairage plus précis, et parfois moins flatteur il faut bien le dire, sur les acteurs de cette période et les décisions qui ont été prises, dans un contexte très tendu souvent – ce qu'on se plaît à occulter.



Il reste que cette ambition proclamée de «briser les mythes» ressortit dans la plupart des cas à ce qu'on pourrait appeler un révisionnisme malveillant: il ne s'agit pas d'une démarche scientifique visant à une meilleure connaissance de l'Histoire, mais de procès idéologiques *a posteriori*. Des historiens engagés et des procureurs improvisés s'acharnent à juger les comportements des acteurs de l'époque à l'aune de la morale d'aujourd'hui, sans tenir compte du contexte – ce qui est un non-sens absolu. Or, c'est exactement ainsi que procèdent ceux qui s'acharnent à salir Guisan: n'était-il pas antisocialiste? N'a-t-il pas manifesté, à une époque, de l'admiration pour Mussolini? N'était-il pas un petit peu antisémite?

Pour appâter l'auditeur, on accrédite la thèse que l'Histoire telle qu'on la connaît relève d'un vaste

mensonge ou d'une machination, la «bourgeoisie» ayant construit un mythe pour cacher la vérité.

L'art de l'insinuation

Ce qu'il faut dénoncer, c'est la méthode manipulatrice utilisée aussi bien par ces historiens que par les journalistes qui les écoutent. Un exemple édifiant nous en est donné dans le film, au demeurant estimable, de Felice Zenoni, *Le Général*. A un moment donné, un *historien critique* susurre fielleusement: «Je sens chez Guisan un relent d'antisémitisme». L'historien sait parfaitement que, sortie du contexte historique, sa petite phrase aura un effet dévastateur sur l'image de Guisan, et c'est bien là-dessus qu'il compte: le grand public, en 2010, ignore que dans les années 30, l'antisémitisme était largement répandu en Suisse, notamment dans les campagnes – rapport en particulier aux marchands de bétail. Le célèbre article de Marcel Regamey, «Défie-toi du Juif», en 1932, était emblématique d'un sentiment populaire très répandu, et qui d'ailleurs perdurera après la guerre. Un historien intellectuellement honnête prendrait la peine de rappeler ce contexte socio-culturel, essentiel à la compréhension des faits, et qui relativise la gravité de son propos. La démarche qui consiste au contraire à le sortir délibérément de son contexte, pour aggraver le jugement moral que l'auditeur ne manquera pas de porter, est un procédé grossier. Au passage, rappelons que des hommes tels que Constam, Commandant de corps, Dolfuss, Divisionnaire, ou Mayer, premier adjudant du Général, étaient Juifs.

Une figure tutélaire inoxydable

La figure de Guisan est si forte, et si populaire encore aujourd'hui, qu'elle excite la frustration de ceux que cette figure tutélaire inoxydable, si étrangère à l'esprit de notre temps, dérange. Or c'est bien pour cela que les Suisses se reconnaissent en lui, ce mélange de pragmatisme paysan, d'autoritarisme paternel, mais aussi de génie de la communication. A cet égard, les pages que Markus Somme² consacre à l'été 1940 sont passionnantes, dans lesquelles il oppose les figures de Pilet-Golaz et de Guisan.

Il déploie un beau talent de mise en scène, notamment lorsqu'il met en miroir le discours

défaitiste de Marcel Pilet-Golaz, président de la Confédération, le 25 juin 1940, et le fameux Discours du Grütli de Guisan qui suivit le 25 juillet, en cet été de tous les dangers (l'armée française vient d'être écrasée, les Suisses croient que leur tour va arriver).

Somme souligne admirablement tout ce qui sépare les deux hommes, et ce qu'ils représentent: l'un un politicien hautain, imbu de lui-même, qui ne comprend rien au peuple suisse, et parle aux auditeurs abasourdis de la radio de «renaissance intérieure», et laisse entendre que la démocratie a fait son temps. Somme procède à une analyse serrée du discours, et des réactions qu'il a suscitées. En particulier celles des médias, tentés par l'alignement sur l'ordre nouveau qui se dessine, mais aussi celle des officiers conjurés – en fait de vrais patriotes – qui, avec l'énigmatique Hans Hausamann, préparent un putsch sous le nom de *Nidwalden*, décidés à résister à tout prix à la menace allemande si la Confédération baisse les armes. Ils n'ont plus confiance en Guisan, qui n'a pas pipé mot depuis le discours de Pilet-Golaz.

Vingt minutes qui ont changé les Suisses



Le Rapport du Grütli, ou la naissance de l'esprit de résistance.

Mais le 25 juillet sur le Grütli, Guisan remet spectaculairement les pendules à l'heure, et fonde, en vingt minutes décisives, devant des officiers sceptiques (surtout les Alémaniques), l'esprit de résistance qui marquera tout son règne de Général. Les hommes ont entendu «l'appel mystérieux qui monte de cette prairie». Il a eu l'intuition de biffer, dans le discours écrit par son chef d'état-major Ber-

nard Barbey, tous les aspects politiques, pas complètement étrangers aux propos de Pilet-Golaz. Remis à la troupe, un résumé du discours opère un retournement de l'opinion, insuffle un nouvel espoir, et Guisan devient, note Somm, «une sorte de gouvernement d'urgence. Un paradoxe. Guisan, qui se refuse à toute déclaration politique, devient de fait un général politique. (...) Au fond, le courtois général ne fait que réveiller l'esprit de résistance qui sommeillait au sein de la population.»

«Guisan est un phénomène, note Markus Somm. Non pas parce qu'il est un homme exceptionnel – ce n'est pas le cas – mais parce qu'un pays comme la Suisse l'a choisi pour héros. La vie de Guisan en dit plus sur la Suisse que sur lui-même.»

Guisan n'appartient pas à la catégorie des parvenus et des outsiders que sont les nouveaux dictateurs; il est issu de ce que Somm appelle les anciennes élites, à l'image de Mannerheim en Finlande, et de Churchill en Angleterre. «Lorsqu'il est élu général, la carrière de ce philanthrope touche déjà à sa fin. Un homme courtois, déjà âgé, et qui semble un peu désuet. Alors que les nouveaux dictateurs avalent les autoroutes dans leurs puissants bolides, Guisan préfère seller son cheval.»

Contrairement aux pathétiques chefs de l'armée française, claquemurés dans leurs châteaux, coupés du terrain, mal informés par des services de renseignements incompetents (lire à ce propos «L'étrange défaite» de Marc Bloch³), Guisan est en permanence parmi les hommes, attentif, parfaitement informé, et cela aussi contribue à l'esprit de résistance.

Les moyens de «tenir à tout prix, jusqu'au bout»

On est en droit de penser que certains intellectuels contemporains auraient préféré que la Suisse connaisse les affres de la défaite, de l'occupation, des représailles, des exécutions, des déportations de Juifs et de la famine – histoire de punir la «bourgeoisie», sans doute.

Le Réduit ne fut ni une trahison de l'armée, ni un abandon de la population. En réalité, ce dispositif était le seul et unique moyen de préserver la Suisse de la guerre. En 1939, l'armée suisse, mal préparée, n'avait aucune chance de contenir une offensive allemande sur le Plateau: on n'arrête pas des vagues de blindés, appuyés par l'aviation, avec des fusils, fussent-ils excellents, et de bons tireurs.

Cinq à sept jours, c'est ce qu'aurait duré notre armée, avant d'être taillée en pièces, comme l'a été l'armée française.

Guisan l'avait bien compris, lui qui ne jurait que par le terrain. Face à une armée surpuissante, conduite par des généraux jeunes et audacieux (les Rommel, Guderian, von Rundstedt...), la meilleure et la seule défense réside dans l'occupation d'un terrain difficile – les Alpes –, où les blindés sont peu utilisables. Et puisque Guisan avait pour mot d'ordre: «Tenir à tout prix, jusqu'au bout», il fallait s'en donner les moyens, plutôt que de sacrifier les hommes sur la Glatt et la Menthue. Car tenir les Alpes, c'était tenir les passages alpins, dont la destruction volontaire aurait été catastrophique pour les Allemands. La Suisse avait là un argument majeur, justifiant parfaitement la stratégie du Réduit.

Or comment les «historiens critiques» jugent-ils aujourd'hui le Réduit? Voici ce qu'en dit Dominique Direlwanger, déjà cité: «Certains historiens estiment même que le Réduit national est un signe d'apaisement fait au régime nazi, un signe que la Suisse défendra les axes alpins cruciaux pour les échanges économiques entre l'Allemagne et l'Italie. Enfin, la démobilisation partielle des troupes offre un surcroît de main-d'œuvre aux industries exportant vers l'Allemagne.»

Le Réduit, une œuvre de défense totale

Pour Jean-Jacques Langendorf⁴, «d'un point de vue militaire, l'explication du Réduit-concession au Reich ne résiste pas à une analyse sérieuse des possibilités militaires suisses. Après la défaite de la France, un combat sur le seul Plateau suisse ne pouvait que tourner au désastre et engendrer des destructions et des pertes civiles inutiles. Dans le contexte de la polémique suscitée par les travaux de la Commission Bergier, il est assez remarquable que son président relève dans l'un de ses derniers interviews que la «notion même de Réduit, sur le plan militaire et stratégique, me paraît rétrospectivement quelque chose d'assez génial», et que ce constat s'inscrit dans la lignée d'écrits plus anciens. Confrontée à une guerre totale, la Suisse a mis en œuvre une défense totale, dont le Réduit était, avec l'économie de guerre et finalement l'affirmation d'un «esprit de résistance», l'un des éléments centraux.»

Des témoignages irremplaçables

Le 14 mai 1940, les Suisses ont cru que c'était leur tour d'être envahis, un vent de panique a soufflé sur le pays, les habitants de Bâle fuyaient leurs maisons. De telles flambées d'angoisse se sont reproduites jusqu'à la fin de la guerre, tandis que, les hommes mobilisés, les femmes faisaient tourner le pays.

L'historien américain Stephen Halbrook⁵ décrit en détails le climat terrible de cet été 40, après l'évaporation de l'armée française. «La situation paraissait désespérée. Militairement, les territoires au-delà des frontières de la Confédération étaient occupés par des Allemands agressifs, aguerris et triomphants. S'il y eut une époque durant laquelle on pouvait perdre courage, ce fut bien en juillet 1940, lorsque les nazis parurent les maîtres incontestés de toute l'Europe».

Mais que vaut une histoire, sans les témoignages de ceux qui l'ont vécue? Imagine-t-on que les historiens aient pu écrire l'histoire de la Shoah sans écouter les survivants des camps? C'est inimaginable. Et pourtant: c'est bien le choix arbitraire qu'avait fait la Commission Bergier: pas de témoignages. Evoquant le rapport éponyme, Stephen Halbrook explique sobrement que «de nombreux Suisses de la génération de la guerre considèrent l'image négative qui y est proposée comme incomplète».

Son livre est passionnant, justement parce qu'il nous permet de partager le quotidien des Suisses, leurs privations, des tickets de rationnement au pain aux patates, mais aussi l'organisation de la vie dans les campagnes alors que les hommes sont mobilisés, et la vie culturelle qui va son cours; mais il nous fait partager aussi les angoisses de nos parents ou de nos grands-parents, face à des informations incertaines, à des rumeurs, aux discours terrifiants d'Hitler, aux ricanements de la *Wehrmacht*, dont les hommes promettaient de prendre la Suisse au retour: «Ce hérisson, nous le mangerons au dessert», disait une chanson très populaire dans la *Wehrmacht*.

Sau-Schwabe et Kuhschweizer...

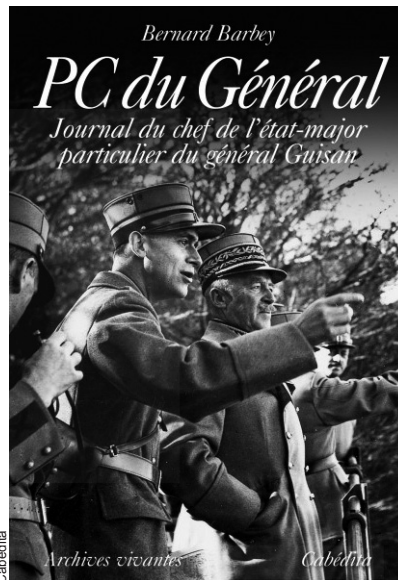
Pour les lecteurs romands, l'attitude des Alémaniques face au Troisième Reich est une complète

découverte. On réalise ainsi l'extrême rejet que suscitait le national-socialisme chez nos Confédérés, et même la haine que beaucoup manifestaient à l'égard des Allemands, qu'ils appelaient les *Sau-Schwabe*, l'équivalent des *sales Boches* des Romands et des Français. Les Allemands, eux, insultaient les soldats suisses par-dessus le Rhin en les traitant de *Kuhschweizer*...

Jamais les nazis suisses ne parvinrent à s'imposer, tandis que le contre-espionnage allemand se désolait dans ses rapports: «Le climat dans l'opinion publique est résolument contre nous, le moindre doute ne peut subsister sur ce point.»

Une des nombreuses découvertes du livre de Halbrook, c'est le rôle de la presse satirique et des cabarets, très actifs surtout en Suisse alémanique. Entre le *Nebelspalter* et le *Cabaret Cornichon* de Zurich, des dessinateurs, des journalistes et des comédiens n'ont cessé de moquer Hitler et sa bande, et partant, ont fortement contribué à entretenir l'esprit de résistance des Suisses.

Il y fallait un courage certain, dans une Europe où le moindre manque de respect face aux nazis conduisait dans les camps et à la mort. Il faut relever aussi que, face aux incessantes protestations des Allemands auprès de nos autorités, la Confédération et les cantons se renvoyaient habilement la balle, noyaient le poisson, ou faisaient la bête...



Le témoignage élégant de Bernard Barbey

Une autre approche de la manière dont les Suisses, civils comme militaires, ont traversé l'épreuve, nous est offerte par la réédition du livre de Bernard Barbey, chef de l'état-major particulier du Général, «PC du Général»⁶. Barbey était écrivain, éditeur à Paris, et ce passé littéraire fait merveille dans son journal – exercice souvent sec par nature. Aux côtés du lieutenant-colonel Gonard, Barbey faisait partie de ces intellectuels brillants et efficaces dont Guisan a su s'entourer. Biographe de Guisan, Willy Gautschi le décrit comme «maître à penser le plus indispensable du Général. (...) Par ses dons d'analyse, ses vastes connaissances et son talent d'organisateur, il se révéla bientôt indispensable.»

A de très nombreuses occasions, Barbey enrichit son journal de descriptions brèves et poétiques qui permettent au lecteur de planter le décor, dans une existence incroyablement mouvementée où, avec le Général, il est perpétuellement en route, auprès de la troupe et de ses chefs. Il y a quelque mérite: Barbey écrit souvent sur ses genoux, en train ou en voiture, à toute heure du jour et de la nuit.

Ce mélange de notations documentaires très précises et d'épanchements littéraires, parfaitement maîtrisé, fait merveille, comme dans cette page du 11 mai 1944, dans les bois de Zwieselberg: «A trois heures du matin, je me lève et reprends ma tournée. Secoué quelques hommes qui, sans être vraiment endormis, s'engourdissent à leur poste de combat. Mais l'ensemble est très attentif, un peu dépaycé comme il se doit, piqué au jeu, parfaitement dévoué. Maintenant, au silence que rompaient seuls le bruit de mes pas, des fougères et des buissons froissés et le cri de quelques oiseaux nocturnes, succède peu à peu le gazouillis qui précède l'aube. La haute futaie s'éveille sous les nuages de plomb.»

On comprend aisément que *PC du Général* ait été bien accueilli lors de sa parution, en 1946, qui révélait aux Suisses sortant de la guerre les ressorts intimes de l'armée, de l'Histoire et des hommes qui l'ont faite.

Pour exister, il faut des frontières

Les Suisses de 1940 savaient ce que la notion de frontière veut dire. Je suis persuadé qu'ils le savent encore aujourd'hui, malgré les discours convenus sur l'*ouverture* – mot valise qui permet à chacun de se faire valoir à moindre frais. Pour autant, les Suisses sacralisent-ils encore leurs frontières? C'est probable et, heureusement, c'est normal, comme l'explique l'intellectuel français Régis Debray⁷: «La plupart des peuples, – je parle de ceux qui gardent leur âme, ou leur mordant, c'est la même chose – entretiennent avec leurs limites un rapport émotionnel et quasiment sacré.»

Mais qu'est-ce que sacraliser, dans le monde d'aujourd'hui? N'est-ce pas désuet, voire contraire au prétendu «sens de l'Histoire»? Sacraliser c'est, explique l'auteur, «mettre un stock de mémoire à l'abri. Sauvegarder l'exception d'un lieu et, à travers lui, la singularité d'un peuple. Enfoncer un coin d'inéchangeable dans la société de l'inter-

changeable, une forme intemporelle dans un temps volatil, du sans-prix dans le tout-marchandise.»

La frontière sert à faire corps et, à partir de là, à regarder par-dessus. Il en va des peuples comme des individus: il faut être de quelque part pour s'ouvrir aux autres, sauf à sombrer dans l'indifférenciation – ou dans la guerre. Au passage, Debray fait justice du concept éculé de «citoyen du monde», «cliché vaniteux et qui n'engage à rien».

Hommage aux chercheurs

Dans son livre intitulé «Pour en finir avec le Rapport Bergier»⁸, Frank Bridel compile d'heureuse manière les nombreux travaux scientifiques qui ont tenté d'établir les faits exacts et les vrais chiffres – bien évidemment la meilleure réfutation possible des errances et des lacunes du Rapport Bergier – dans les domaines du refuge des Juifs et du commerce de l'or en particulier. Son livre sonne comme un hommage à ces chercheurs, à la fois compétents et passionnés et désintéressés, qui ont publié au fil des années leurs études «en ordre dispersé, à leurs risques et périls, sous leur signature, sans subvention fédérale.» Le premier d'entre eux est l'historien vaudois André Lasserre, dont l'ouvrage sur le refuge en Suisse de 1933 à 1945 fait largement autorité, marqué par l'«objectivité imperturbable» d'un historien particulièrement rigoureux. Après lui sont venus Jean-Jacques Langendorf, Jean-Christian Lambelet, Philippe Marguerat, Herbert Reginbogin, Jean-Philippe Chenaux, Marc-André Charguéraud, Stephen Halbrook... Autant d'auteurs épris de vérité qu'il faut saluer, et encourager à poursuivre, malgré le vent mauvais du révisionnisme.

Notes:

¹ «Tell Me», de Dominique Dirlwanger. Editions ISS UNIL, 2010.

² Général Guisan – Résistance à la mode suisse, de Markus Somm. Traduction de Marie Zanetti-Abbet. Stämpfli Editions SA, Berne.

³ L'Etrange défaite, de Marc Bloch, Folio Histoire.

⁴ Le Général Guisan et l'esprit de résistance, de Jean-Jacques Langendorf, Cabédita 2010.

⁵ La Suisse face aux nazis, de Stephen P. Halbrook. Traduit par Jean-Jacques Langendorf. Préface de Carlo Jäggetti. Cabédita, 2011.

⁶ PC du Général, de Bernard Barbey, Cabédita 2010.

⁷ Eloge des frontières, de Régis Debray, Gallimard 2010.

⁸ Pour en finir avec le Rapport Bergier, de Frank Bridel, Slatk.